

DAFTAR PUSTAKA

- Gilets jaunes : ils veulent du pain, macron cède des miettes:*
<https://www.humanite.fr/article-sans-titre-664669>
- Oui, les « gilets jaunes » sont bien majoritairement « soutenus » dans les sondages:*
[https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/12/03/oui-les-gilets-jaunes-sont-bien-majoritairement-soutenus-dans-les-sondages_5392029_4355770.html#xtor=AL-32280270-\[default\]-\[android\]](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/12/03/oui-les-gilets-jaunes-sont-bien-majoritairement-soutenus-dans-les-sondages_5392029_4355770.html#xtor=AL-32280270-[default]-[android])
- Paris. Le pouvoir joue la carte d'une répression sans précédent*
<https://www.humanite.fr/paris-le-pouvoir-joue-la-carte-dune-repression-sans-precedent-664867>
- A propos du mouvement des "gilets jaunes"...*<https://www.humanite.fr/propos-du-mouvement-des-gilets-jaunes-665244>
- En quoi le mouvement des gilets jaunes bouscule-t-il le néolibéralisme de Macron ?.*
<https://www.humanite.fr/sur-les-ronds-points-et-les-reseaux-sociaux-en-quoi-le-mouvement-des-gilets-jaunes-bouscule-t-il-le>
- Gilets jaunes. « Les riches sont de plus en plus riches et nous, on est délaissés »*
<https://www.humanite.fr/gilets-jaunes-les-riches-sont-de-plus-en-plus-riches-et-nous-est-delaisses-664864>
- Eriyanto. (2018). *Analisis Wacana; Pengantar Analisis Teks Yogyakarta*: PT. LKiS Printing Cemerlang.
- van Dijk, T A. 1998. *Ideology: A Multidisciplinary Study*. London: Sage Publication.
- van Dijk, T A. 1994. "Categories for the Critical Analysis of Parliament Debates About Immigration". Diambil dari situs <http://www.hum.uva.nl/teun>
- van Dijk, T A. 1998. *News as Discourse*. Hillsdale. New Jersey: Lawrence Erlbaum Associates.
- van Dijk, T A. 1994. "The Discourse and Cognition in Society". Dalam David Crowley dan David Mitchell (ed.), *Communication Theory Today*. Cambridge: Polity Press.

van Dijk. T A. "*Critical Discourse Analysis*". Diambil dari situs <http://www.hum.uva.nl/teun>

van Dijk. Teun, Teun A. 1997 "*Discourse as Interaction in Society*". Dalam Teun A. van Dijk (ed.) *Discourse (ed.), Discourse as Social Interaction: Discourse Studies A Multidisciplinary Introduction*, Vol.2.London: Sage Publication.

Van Dijk. Teun A. 1997." *The study of Discourse*". Dalam Teun A. van Dijk (ed.), *Discourse as Structure and Process: Discourse Studies a Multidisciplinary Introduction*. Vol. 1. London: Sage Publication.

Van Dijk, Teun A. 1998. "*Opinion and Ideologies in the Press*". Dalam Allan Bell dan Peter Garrett (ed.), *Approaches to Media Discourse*. Oxford: Blackwell Publishers.

ANALISIS WACANA KRITIS (AWK) MODEL TEUN A. VAN DIJK PADA PEMBERITAAN SURAT KABAR REPUBLIKA, Oleh Hera Wahdah Humaira, PBI Universitas Muhammadiyah Sukabumi, hera_humaira87@yahoo.co.id.

ANALISIS WACANA KRITIS TEUN VAN DIJK DALAM CERPEN "TUKANG DONGENG" KARYA KEN HANGGARA, ANALYSIS OF TEUN VAN'S CRITICAL DISCUSSION INSIDE CERPEN "TUKANG DONGENG" BY KEN HANGGARA, "Andi Saadillah, Nurul Haeniah, Jumriah, Universitas Sembilanbelas November Kolaka, Sulawesi Tenggara. Pos.el: saadillahandi@gmail.com

"*Yellow Vest Movement*" Scribd Karya Jacky Sun :<https://www.scribd.com/doc/473432163>

KOMUNIKASI DAN MEDIA SOSIAL Astari Clara Sari1), Rini Hartina2), Reski Awalia3), Hana Irianti4), Nurul Ainun5) Fakultas Sastra, Universitas Muslim Indonesia Jln. Urip Sumoharjo KM 5, Makassar Email: 06520180084@umi.ac.id

Komunikasi dan Media Sosial (Communications and Social Media) Errika Dwi Setya Watie (errikadwisw@yahoo.com) Dosen Jurusan Ilmu Komunikasi Universitas Semarang

Rengganis Citra Cenderamata, Nani Darmayanti (*ANALISIS WACANA KRITIS FAIRLOUGH PADA PEMBERITAAN SELEBRITI DI MEDIA DARING*). Departement of Linguistics, Faculty of Humanities Universitas Padjadjaran crengganiscintra@gmail.com, darmayanti@unpad.ac.id

Fadhil, Ahmad. 2014. Skripsi *Struktur Teks Media Daring Prancis Dalam Pemberitaan*

Mengenai NIIS (Suatu Analisis Wacana Kritis). Makassar: Universitas Hasanuddin.

Irfa Dewi Fatima. 2019. Skripsi *PEMBERITAAN MARINE LE PEN DI MEDIA PRANCIS PADA PEMILIHAN PRESIDEN PRANCIS TAHUN 2017 (ANALISIS WACANA KRITIS)*. Makassar: Universitas Hasanuddin.

A Anggun Kassyani Wahid. 2021. Skripsi *PEMBERITAAN MEDIA PRANCIS MENGENAI PEMBEBASAN ASIA BIBI DI PAKISTAN (ANALISIS WACANA KRITIS)*. Makassar: Universitas Hasanuddin.

LAMPIRAN

<https://www.humanite.fr/article-sans-titre-664669>

Gilets jaunes : ils veulent du pain, macron cède des miettes

Après les affrontements qui ont marqué les mobilisations, le gouvernement espère reprendre la main en annonçant le gel des taxes sur le carburant et des prix de l'électricité et du gaz. La CGT appelle les salariés à se réunir en assemblées générales et à une nouvelle journée d'action, le 14 décembre.

Publié le Samedi 8 Décembre 2018



AFP

Nombreux sont ceux qui ont dû éprouver un sentiment d'effarement en se réveillant, le dimanche 2 décembre. La veille, les affrontements à Paris, débutés tôt le matin au pied de l'Arc de triomphe, se sont poursuivis tout au long de la journée dans le quartier, avant de gagner, en début de soirée, la rue de Rivoli et même la place de la Bastille : 133 blessés, 249 incendies, dont 112 de véhicules et 6 de bâtiments publics. Depuis longtemps, Paris n'avait pas connu de manifestation aussi violente, réussissant même à faire oublier celle du 24 novembre. Cette dernière, avec ses 24 blessés et ses importants dégâts matériels sur les Champs-Élysées, avait pourtant, déjà, suscité beaucoup d'émotion.

Cette fois-ci, avait promis le gouvernement, un « dispositif policier renforcé » était censé empêcher de nouveaux débordements. Il n'en a rien été. À peine 500 gilets jaunes, après avoir été fouillés et leur identité contrôlée, ont déambulé devant les magasins aux rideaux tirés de « la plus belle avenue du monde ». Refusant d'être parkés dans cette zone « sécurisée » par la préfecture de police, comme ils avaient déjà refusé de l'être au Champ-de-Mars, le 24 novembre, l'essentiel des 8 000 gilets jaunes qui, selon le ministère de l'Intérieur, ont manifesté dans Paris, se sont massés sur la place de l'Étoile. C'est là que, selon les autorités, 2 000 à 3 000 casseurs s'en sont pris aux forces de l'ordre. Un chiffre invérifiable, tandis que des témoignages recueillis sur place par « l'Humanité Dimanche » auprès de plusieurs gilets jaunes et de personnes non impliquées mettent en cause les forces de l'ordre dans le déclenchement des violences. « Vers 10 heures, les gardes mobiles ont commencé à charger et lancer des gaz lacrymogènes alors que l'ambiance était bon enfant », assure un photographe. Sur la place de l'Étoile et à ses abords, nombreux sont les gilets jaunes qui ont assisté en spectateurs aux violences ou aux dégradations commises, en particulier sur et dans l'Arc de

triomphe. Beaucoup les condamnent, mais en attribuent la paternité à Emmanuel Macron. « Ça fait trois semaines qu'on bloque le pays et la seule chose à laquelle on a droit, c'est à son mépris. Voilà où cela conduit ! » dénonce Sylvain, venu de Picardie.

Macron le pyromane et les institutions

Annulation de la hausse des taxes sur le gasoil, hausse du Smic, restauration de l'ISF ou encore retour des services publics demeurent parmi les revendications exprimées par les 136 000 gilets jaunes, où qu'ils aient manifesté ce week-end. D'autres plus politiques, comme « le départ d'Emmanuel Macron, sa révocation, ou encore la dissolution de l'Assemblée nationale », le sont de plus en plus. À l'abri des institutions de la Ve République, Emmanuel Macron a choisi de mettre en œuvre sa politique ultralibérale, bien qu'elle ne recueille l'adhésion que d'une minorité de la population. Piétinant les corps intermédiaires, en particulier les syndicats, il a contribué à l'émergence des gilets jaunes. En refusant jusqu'à présent de satisfaire leurs revendications, il a creusé un peu plus le gouffre qui le sépare désormais d'une partie grandissante de la population, au risque d'y entraîner avec lui les institutions.

Depuis la réunion du G20 en Argentine où il a pris soin de louer la politique ultralibérale du président Mauricio Macri qui « ne cède pas à la facilité », Emmanuel Macron a de nouveau adressé une fin de non-recevoir aux gilets jaunes. « Je ne céderai pas à la violence », a-t-il déclaré. Une posture réaffirmée le dimanche 2 décembre, quand, dès sa descente de l'avion, il s'est rendu à l'Arc de triomphe pour constater les dégâts et s'incliner devant le tombeau du Soldat inconnu. Si Emmanuel Macron n'a pas fait de

nouvelles déclarations à la presse, l'option autoritaire a été clairement envisagée. Le 1er décembre, sur BFM TV, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a assuré qu'il n'a « pas de tabou » concernant l'instauration de l'état d'urgence. Une mesure finalement écartée par la garde des Sceaux, Nicole Belloubet, le 3 décembre. Entre-temps, un sondage Harris Interactive pour RTL, publié le 2 décembre, révélait que 72 % des Français soutiennent toujours le mouvement. L'opinion publique ne s'est pas retournée contre les gilets jaunes, comme le gouvernement en caressait l'espoir. Les fissures apparues au sein même de sa majorité parlementaire, dont plusieurs membres ont demandé des « gestes d'apaisement », et la mise en garde de François Bayrou, pour qui « on ne peut pas gouverner contre le peuple », ont aussi dissuadé, au moins pour le moment, le gouvernement d'opter pour le passage en force.

vers une motion de censure

Toute la journée du 3 décembre, le premier ministre, Édouard Philippe, a reçu les représentants au Parlement des partis politiques pour « entendre leurs propositions ». Le président de LR, Laurent Wauquiez, a fait le grand écart entre la bourgeoisie, effrayée par les scènes d'émeutes qui se sont déroulées dans les quartiers huppés parisiens, et les gilets jaunes. Il a appelé le gouvernement à « rétablir l'ordre », tout en demandant l'organisation d'un référendum sur les taxes pour « redonner la parole » au peuple. À l'extrême droite, Marine Le Pen, qui espère toujours surfer sur le mouvement pour trouver le chemin du pouvoir, a réitéré sa demande de dissolution de l'Assemblée nationale. À gauche, PCF, PS et France insoumise ont

plaidé pour une série de mesures immédiates allant de la hausse du Smic, l'ouverture de négociations sur les salaires, le gel des taxes sur le carburant ou encore le rétablissement de l'ISF. Surtout, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a prévenu, dans « l'Humanité » du 4 décembre, qu'une motion de censure serait déposée à l'Assemblée nationale si les réponses du gouvernement ne sont pas à la hauteur. Une démarche qui a le soutien de la France insoumise et à laquelle pourrait aussi s'associer le PS, suivant l'attitude du gouvernement.

Côté syndical, la CFDT plaide « pour un Grenelle du pouvoir de vivre ». Seule, la CGT joue la carte de la mobilisation. Alors qu'elle avait appelé « citoyens, salariés et retraités » à rejoindre, le 1er décembre, la manifestation prévue de longue date des privés d'emploi et précaires, des jonctions avec les gilets jaunes se sont opérées à Lille, Toulouse, Marseille, Orléans ou encore Montbéliard. À Paris, plusieurs centaines de gilets jaunes se sont joints à divers moments au cortège, qui a rassemblé, selon la CGT, 15 000 personnes entre la République et la gare de Lyon. Forte de ces premiers succès, la CGT organise une nouvelle journée, le 14 décembre, et invite les salariés à se réunir dès maintenant en assemblées générales sur leur lieu de travail. Un préavis de grève du 8 au 31 décembre a été déposé dans la fonction publique. Le syndicat de PSA appelle à des débrayages chaque samedi. Les dockers, qui ont procédé à des arrêts de travail le 3 décembre, envisagent de nouvelles actions.

La contestation de la politique du gouvernement gagne d'autres secteurs. Les ambulanciers ont massivement manifesté à Paris, le 3 décembre, tandis que près de 200 lycées étaient bloqués le 4 décembre.

un gel pendant l'hiver

Pour sortir de la crise, Édouard Philippe a annoncé, mardi 4 décembre, la suspension « pour six mois » de la hausse de la fiscalité sur le carburant (contribution climat énergie, hausse des taxes sur l'essence et alignement de la fiscalité du diesel sur l'essence). Le gaz et l'électricité « n'augmenteront pas pendant l'hiver ». L'application du nouveau contrôle technique, dont les conditions ont été durcies, est suspendue aussi pour six mois. Édouard Philippe a également annoncé l'organisation d'une « concertation locale » sur « les préoccupations exprimées ces dernières semaines ». Celle-ci doit avoir lieu du 15 décembre au 1er mars. Pour le premier ministre, « fixer le cap et le tenir est une nécessité pour gouverner la France, mais aucune taxe ne mérite de mettre en danger l'unité de la nation ». Pas sûr que ses annonces suffisent à éteindre l'incendie.

[https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/12/03/oui-les-gilets-jaunes-sont-bien-majoritairement-soutenus-dans-les-sondages_5392029_4355770.html#xtor=AL-32280270-\[default\]-\[android\]](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/12/03/oui-les-gilets-jaunes-sont-bien-majoritairement-soutenus-dans-les-sondages_5392029_4355770.html#xtor=AL-32280270-[default]-[android])

- [LES DÉCODEURS](#)
- [DERRIÈRE LE CHIFFRE](#)

Oui, les « gilets jaunes » sont bien majoritairement « soutenus » dans les sondages

DERRIÈRE LE CHIFFRE - Plusieurs lecteurs nous ont interpellés sur les sondages au sujet du mouvement de protestation. Le point sur leur méthodologie.

Par [Les Décodeurs](#)

Publié le 03 décembre 2018 à 15h23 - Mis à jour le 03 décembre 2018 à 19h46
Temps de Lecture 3 min.



Manifestation des "gilets jaunes" autour de la place de l'Etoile, samedi 1er décembre à Paris. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Le mouvement des « gilets jaunes » est-il soutenu par la population française ? Et si oui, dans quelle mesure ? Plusieurs instituts de sondages se sont essayés à l'exercice ces derniers jours, montrant qu'une majorité des personnes interrogées y seraient « favorables ». Mais plusieurs lecteurs nous ont interpellés ces derniers jours au sujet de ces chiffres, affichant leur scepticisme. « *Comment les sondages peuvent-ils donner 85 % de gens pour, alors que lorsque j'interroge mon entourage, 85 % sont contre... Comment sont tournées les questions pour arriver à ce résultat* », nous demande par exemple Laurent B.

Alors, quelles sont les questions qui ont été posées aux sondés ? S'agit-il vraiment d'une adhésion au mouvement des « gilets jaunes » ? Ou simplement à l'idée selon laquelle les taxes sur les carburants seraient trop élevées ? Le point sur les différents sondages publiés sur cette question, et leur méthodologie.

Une mobilisation jugée « justifiée »

Une série de sondages en ligne réalisés par Odoxa pour Franceinfo et *Le Figaro*, auprès d'environ 1 000 personnes à chaque fois, a tenté de mesurer dans quelle mesure la grogne contre la hausse de la fiscalité des carburants était partagée. [Le premier](#) a été réalisé les 30 et 31 octobre. 78 % des personnes interrogées alors estimaient que le mouvement appelant au blocage des routes le 17 novembre était « *justifié* » (50 % de « *tout à fait justifié* » et 28 % de « *plutôt justifié* »).

Ce chiffre a légèrement baissé dans un [deuxième](#) sondage du même institut, réalisé les 15 et 16 novembre, à la veille de la première journée de mobilisation. Cette fois, 74 % des sondés répondaient que le mouvement était « *justifié* », dont 46 % de « *tout à fait justifié* ». Cela ne veut pas dire qu'ils comptaient manifester pour autant : autour de 15 % des sondés se disaient « *absolument certains* » de prendre part aux blocages le 17 novembre.

Le motif initial de la colère est partagé par une majorité de sondés

La sympathie à l'égard du mouvement n'a pas pâti des premiers incidents en marge de la mobilisation du 24 novembre à Paris. Dans [la dernière enquête en date](#), les 27 et 28 novembre, ce sont 84 % des personnes interrogées qui estiment le mouvement des « gilets jaunes » justifié, dont 53 % de « *tout à fait justifié* ».

Il est vrai que cette série de sondage ne pose pas directement la question de l'adhésion au mouvement en tant que tel. En revanche, elle montre que le motif initial de la colère des « gilets jaunes », à savoir l'augmentation des taxes sur l'essence, le diesel et le fioul domestique, est partagé par une majorité de sondés. 76 % estimaient en effet début novembre qu'il s'agit d'une « *mauvaise chose* », contre 22 % qui y voient « *une bonne chose* » en raison des impératifs environnementaux.

Du « soutien » et de la « sympathie »

Un autre sondage réalisé par Harris Interactive en ligne auprès de 1 016 personnes [dimanche 2 décembre](#) a en revanche directement posé la question de l'adhésion ou non aux blocages. La question posée était la suivante : « *Lorsque vous pensez au mouvement des "gilets jaunes", diriez-vous plutôt que...* » Sur les trois réponses proposées, c'est la

proposition « *Vous soutenez ce mouvement* » qui est largement arrivée en tête, avec 72 % des réponses. 23 % ont répondu « *Vous ne soutenez pas ce mouvement* » et 5 % « *Vous êtes indifférent à ce mouvement* ».

Sans surprise, 85 % des personnes interrogées dans la même enquête déclarent en revanche désapprouver le recours à la violence de certains manifestants, contre 15 % qui l'approuvent.

Une troisième enquête d'opinion, réalisée par Internet le 28 novembre 2018 par Elabe pour BFM-TV auprès de 1 000 personnes, a quant à elle demandé « *Quelle est votre attitude à l'égard de cette mobilisation ?* » Les réponses proposées étaient cette fois plus nuancées, mais le résultat était globalement le même : 46 % des personnes interrogées ont dit « *soutenir* » le mouvement et 26 % ont affiché leur « *sympathie* » à son égard. Restent 17 % de personnes opposées ou hostiles et 8 % d'indifférentes.

Toutes proportions gardées, ces différents sondages montrent bien que l'objet initial de la contestation est partagé par une majorité de personnes interrogées. Et qu'elles sont également plus nombreuses à « *soutenir* » le mouvement des « *gilets jaunes* » en lui-même qu'à le désapprouver.